

**No. 39597**

---

**France  
and  
Sweden**

**Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Kingdom of Sweden relating to the establishment of an international working group on global public goods (with annexes). Paris, 9 April 2003**

**Entry into force:** *3 July 2003 by notification, in accordance with article 6*

**Authentic texts:** *French and Swedish*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *France, 6 October 2003*

---

**France  
et  
Suède**

**Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Suède relatif à la création d'un Groupe de travail international sur les biens publics mondiaux (avec annexes). Paris, 9 avril 2003**

**Entrée en vigueur :** *3 juillet 2003 par notification, conformément à l'article 6*

**Textes authentiques :** *français et suédois*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *France, 6 octobre 2003*

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
ET LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE SUÈDE RELATIF À LA  
CRÉATION D'UN GROUPE DE TRAVAIL INTERNATIONAL SUR LES  
BIENS PUBLICS MONDIAUX

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Suède, ci-après dénommés " les Parties ",

Sont convenus des dispositions suivantes :

*Article 1er. Création d'un Groupe de travail international sur les biens publics mondiaux*

Les Parties créent par les présentes un Groupe de travail international sur les biens publics mondiaux (ci-après dénommé " le Groupe de travail international ") opérant conformément au Mandat du Groupe de travail international ci-annexé, qui fait partie intégrante du présent Accord (Annexe I). Le Groupe de travail international conduira ses analyses et établira ses recommandations en toute indépendance.

*Article 2. Gestion et composition du Groupe de travail international*

Le Groupe de travail international sera présidé par deux coprésidents et sera composé d'environ 15 membres au total. Les coprésidents et les autres membres seront désignés conjointement par les Parties.

*Article 3. Secrétariat*

1. Le Groupe de travail international et ses deux coprésidents seront assistés d'un Secrétariat opérant conformément au Mandat du Secrétariat ci-annexé, qui fait partie intégrante du présent Accord (Annexe II).

2. Toutes les décisions du Secrétariat seront prises ou autorisées par son Directeur.

3. Le Secrétariat sera situé à Stockholm. Le Secrétariat et son personnel bénéficieront des immunités et privilèges tels que définis dans les dispositions jointes à cet Accord dont elles font partie intégrante (Annexe III).

4. Le Gouvernement du Royaume de Suède est autorisé à conclure, au nom des Parties, tous les accords nécessaires à la mise en place du Secrétariat.

*Article 4. Durée des activités*

Le Groupe de travail international et son Secrétariat débiteront leurs activités à partir du 1er janvier 2003 et les termineront le 31 décembre 2005.

*Article 5. Financement et rapports*

1. Chaque Partie s'engage à assurer les moyens de fonctionnement du Groupe de travail international et du Secrétariat pour la durée de son mandat, et ce dans la limite de ses disponibilités financières et dans le respect de ses procédures nationales et des règles d'engagement de ses crédits publics.

2. Le Groupe de travail international peut inviter d'autres sources à apporter une contribution financière additionnelle à ses activités.

3. Toutes les contributions financières sont à la disposition du Secrétariat.

4. Tous les contributeurs financiers aux travaux du Groupe de travail international reçoivent les mêmes rapports d'activités et rapports financiers annuels conformément aux dispositions figurant dans les Mandats (Annexes I et II).

*Article 6. Dispositions finales*

1. Le présent Accord, y compris ses annexes, entrera en vigueur lorsque les Parties auront notifié l'une à l'autre par la voie diplomatique que sont closes les procédures nationales nécessaires à l'entrée en vigueur de l'Accord. Cet Accord cessera de s'appliquer à compter du 1er janvier 2006 sauf s'il est prorogé par accord écrit entre les Parties ou s'il est dénoncé conformément au paragraphe 2 du présent article.

2. Le présent Accord, y compris ses annexes, peut être dénoncé à tout moment par accord écrit entre les deux Parties, auquel cas il cessera de s'appliquer à compter de la date convenue dans ledit accord écrit. L'une ou l'autre Partie peut à tout moment dénoncer le présent Accord, y compris ses annexes, par notification écrite adressée à l'autre Partie, auquel cas il cessera de s'appliquer six mois après réception de ladite notification par l'autre Partie.

3. Le Groupe de travail international est dissous à compter de la date à laquelle le présent Accord cesse de s'appliquer conformément au paragraphe 1 ou 2 du présent article. Après la dissolution, tous les actifs restants seront restitués aux Parties et à tout autre contributeur financier à hauteur de leurs contributions totales respectives.

4. Toute modification ou amendement du présent Accord et de ses annexes et toute adjonction d'une annexe au présent Accord peuvent être effectués par accord écrit entre les Parties.

5. Tout différend concernant l'interprétation ou la mise en oeuvre du présent Accord, y compris de ses annexes, sera réglé par voie de consultations entre les Parties.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait en double exemplaire à Paris le 9 avril 2003, en langue française et en langue suédoise, les deux faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :  
PIERRE-ANDRÉ WILTZER  
Ministre délégué à la Coopération et à la Francophonie

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède :  
FRANK BELFRAGE  
Ambassadeur Extraordinaire et plénipotentiaire

## ANNEXE I

### MANDAT DU GROUPE DE TRAVAIL INTERNATIONAL SUR LES BIENS PUBLICS MONDIAUX

Dans un monde interdépendant, les objectifs nationaux en matière de développement ne peuvent souvent pas être atteints à l'aide des seules politiques nationales. De ce fait, une coopération complémentaire, internationale et régionale, est nécessaire afin d'obtenir les résultats désirés en matière de développement à l'échelon local. Conscientes de ces interdépendances, la Suède et la France ont pris l'initiative de créer un Groupe de travail international ayant pour mandat de favoriser une offre accrue de biens publics internationaux, mondiaux et régionaux, qui sont d'une importance cruciale pour éliminer la pauvreté et atteindre les objectifs du millénaire pour le développement. Dans un monde interdépendant, l'extrême pauvreté et ses multiples conséquences sont un sujet de préoccupation générale, et il est donc de l'intérêt bien compris de tous de permettre à chaque individu de mener une vie digne. Il est de notre intérêt commun d'assurer le développement durable dans toutes ses dimensions, environnementale, sociale et économique.

### CONTEXTE

Bien que la notion de biens publics internationaux soit largement reconnue dans les débats internationaux en matière de développement, ce concept est accueilli avec circonspection et réserve, ce qui requiert une clarification et une discussion plus approfondies. Cette notion se réfère à des questions d'intérêt mondial, c'est-à-dire général, et des voix se sont élevées pour suggérer de lancer un processus participatif en vue d'acquérir une meilleure compréhension de la pertinence analytique, ainsi que pratique et politique, de ce concept et de la manière dont il pourrait être traduit en actions concrètes des pouvoirs publics. C'est dans ce contexte qu'un Groupe de travail international temporaire, qui travaillera de manière très consultative, a été créé.

### OBJECTIF

Le Groupe de travail international conduira ses analyses et établira ses recommandations en toute indépendance.

Il évaluera et clarifiera systématiquement la notion de biens publics mondiaux et régionaux ainsi que les biens publics auxquels il convient d'accorder la priorité en matière de politiques et de dépenses. Il identifiera les biens publics internationaux essentiels du point de vue de la réduction de la pauvreté et de l'intérêt commun au développement durable et formulera des recommandations à l'intention des responsables et des autres intervenants sur la manière de les fournir et de les financer. Il devra également faire des propositions relatives à la responsabilité du suivi et du contrôle de l'efficacité et des résultats.

## TÂCHES

### Tâche I. - Définir les biens publics internationaux

En prenant pour point de départ le débat actuel sur les biens publics internationaux ou mondiaux, le Groupe de travail international recommandera une/des définition(s) pragmatique(s) des biens publics internationaux. Cette tâche sera abordée avec rigueur et pragmatisme en vue de combler le fossé entre les débats académiques internationaux et les décisions et l'action des pouvoirs publics.

### Tâche II. - Priorités dans l'offre de biens publics internationaux pour le développement

#### a) Sélection des biens publics internationaux essentiels

Le Groupe de travail international établira une présélection de biens publics internationaux essentiels qui bénéficieront d'une priorité du point de vue de leur capacité à aider des pays à éliminer la pauvreté et à atteindre les objectifs de développement pour le millénaire. Cette sélection sera effectuée par le biais de travaux analytiques et d'un processus participatif associant les parties prenantes concernées, notamment des représentants des gouvernements, de la société civile et du secteur privé. L'interaction entre les échelons mondial et régional et les efforts nationaux en matière de développement devra bénéficier d'une attention particulière.

#### b) Enseignements tirés des expériences passées : gestion

Le Groupe de travail international analysera le cadre institutionnel actuel pour la fixation des priorités et l'offre des biens publics internationaux identifiés. L'analyse portera également sur la division du travail entre les acteurs compétents au niveau national, régional, et mondial. Le groupe de travail étudiera également les changements éventuels à apporter au système international afin d'améliorer l'offre de biens publics internationaux identifiés.

#### c) Enseignements tirés des expériences passées : financement

Le Groupe de travail international explorera tout l'éventail des options en matière de financement, notamment la création de marchés, les règlements, les sources privées et publiques, les partenariats et les dispositifs de financement novateurs. Une attention spéciale devra être accordée aux enseignements à tirer des biens publics internationaux qui sont actuellement bien financés par des sources privées et publiques, y compris, mais pas exclusivement, l'aide. Ces tâches devront être entreprises en vue de formuler des recommandations concernant des arrangements appropriés en matière de financement ainsi que des arrangements connexes pour les biens publics internationaux identifiés et faisant l'objet d'une priorité.

### Tâche III. - Recommandations en vue d'actions ultérieures

Sur la base de ses conclusions, le Groupe de travail international présentera un rapport final assorti de recommandations et d'orientations à l'intention des responsables en vue d'accélérer la réduction de la pauvreté et le développement durable par une offre accrue de biens publics internationaux. Le Groupe de travail international contribuera à faire en sorte que les recommandations soient largement diffusées et pleinement prises en compte par les responsables.

ANNEXE II. MANDAT DU SECRÉTARIAT DU GROUPE DE TRAVAIL INTERNATIONAL SUR  
LES BIENS PUBLICS MONDIAUX

Objet

Le Secrétariat coordonnera et assistera les travaux du Groupe de travail international qui conduira ses analyses et établira ses recommandations en toute indépendance :

en facilitant la coopération et les communications et en fournissant des services aux deux coprésidents et aux autres membres du Groupe de travail international.

en effectuant les analyses pertinentes et en fournissant des informations et des propositions au Groupe de travail international.

en commanditant et en supervisant les travaux et études analytiques pertinentes.

en organisant et en commanditant des séminaires, y compris la rédaction de documents de référence.

en communiquant les travaux du Groupe de travail international aux parties prenantes, en consultant celles-ci et en veillant à ce que le Groupe de travail international prenne en compte leurs avis.

en promouvant l'acceptation et la mise en oeuvre des conclusions et recommandations du Groupe de travail international auprès des parties prenantes.

en rédigeant le rapport final et les recommandations du Groupe de travail international.

en apportant un soutien administratif au Groupe de travail international, y compris pour la gestion des dépenses, des voyages, des indemnités journalières de subsistance, etc., liés aux activités du Groupe de travail.

Personnel

Le Secrétariat sera constitué d'un Directeur, d'environ quatre cadres supérieurs et d'un administrateur.

Durée

Le Secrétariat est mandaté pour une durée de deux ans et demi.

ANNEXE III. IMMUNITÉS ET PRIVILÈGES DU SECRÉTARIAT DU GROUPE DE TRAVAIL INTERNATIONAL SUR LES BIENS PUBLICS MONDIAUX ET DU PERSONNEL DUDIT SECRÉTARIAT

*Article Ier. Définitions*

Dans la présente annexe sont employés les expressions et mots suivants avec le sens ci-après indiqué :

- a) le Gouvernement : le Gouvernement du Royaume de Suède ;
- b) le Groupe de travail : le Groupe de travail international sur les biens publics mondiaux ;
- c) le Secrétariat : le Secrétariat du Groupe de travail ;
- d) le Directeur : le Directeur du Secrétariat et, en son absence, tout autre fonctionnaire ou expert dûment désigné pour le représenter ;
- e) fonctionnaires : personnes employées au Secrétariat pour y accomplir les tâches courantes et personnes détachées au Secrétariat pour un an au moins pour y accomplir les tâches courantes ;
- f) experts : autres personnes que les fonctionnaires du Secrétariat, nommées par le Secrétariat pour y accomplir une ou plusieurs tâches spécifiques ;
- g) le personnel du Secrétariat : le Directeur, les fonctionnaires et les experts ;
- h) indemnités : toutes les sommes ayant trait aux travaux réalisés pour le Secrétariat, versées, attribuées ou octroyées à un fonctionnaire ou expert sous quelque forme que ce soit ;
- i) impôts constituant des redevances pour des services d'utilité publique : impôts versés en corrélation directe avec la prestation d'un service particulier fourni par une administration communale ou d'Etat.

*Article II. Biens, fonds et avoirs du Secrétariat*

1. Le Secrétariat, ses biens et avoirs bénéficieront de l'immunité contre toute forme de mesures juridiques. Les biens et avoirs à la disposition du Secrétariat pour la réalisation de ses objectifs ne pourront être l'objet de réquisition, de saisie, d'expropriation ou de toute autre forme d'intervention d'une autorité exécutive, administrative ou juridique. Le Directeur est habilité à lever cette immunité dans certains cas particuliers.

2. Le Secrétariat, ses biens et avoirs, ses recettes et revenus seront exemptés :

- a) de tout impôt direct ; le Secrétariat ne pourra cependant demander à être exempt des impôts constituant des redevances pour des services d'utilité publique ;
- b) d'impôts indirects sur les marchandises achetées ou les services fournis pour le fonctionnement du Secrétariat, conformément aux règles relatives aux privilèges fiscaux des organisations internationales fixés par la législation suédoise en matière d'imposition indirecte ;



c) de majorations des coûts salariaux, de charges sociales et d'impôts sur les salaires des fonctionnaires ;

d) des droits de douane et d'importation.

3. Le Secrétariat sera habilité à disposer de moyens de paiement et de devises de toute nature et à posséder des comptes dans quelque devise que ce soit.

4. Le Secrétariat ne sera pas l'objet de dispositions juridiques portant interdiction ou restriction à l'importation ou l'exportation de marchandises importées ou exportées pour les besoins de fonctionnement du Secrétariat. Les marchandises importées en Suède ne pourront cependant y être écoulées qu'aux conditions agréées par le Gouvernement.

#### *Article III. Locaux et services*

1. Les autorités suédoises concernées prendront les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et la protection des locaux du Secrétariat et de son personnel.

2. Les archives du Secrétariat, y compris l'ensemble des autres documents, manuscrits, données informatiques collectées, enregistrements, photographies et films appartenant ou se trouvant à la disposition du Secrétariat, seront inviolables.

3. Les autorités suédoises concernées prendront les mesures adéquates pour garantir au Secrétariat, à des conditions raisonnables, un accès aux services d'utilité publique dont il a besoin. En matière de téléphone, de radio/télégraphie, de télex et de poste, le Secrétariat bénéficiera des mêmes privilèges que ceux dont bénéficient normalement les représentations diplomatiques.

#### *Article IV. Accès et visas*

1. Le Gouvernement s'engage à autoriser l'entrée en Suède sans frais de droits de visa aux personnes ci-après mentionnées, aussi longtemps que se justifiera leur présence au Secrétariat :

a) les deux présidents du Groupe de travail ;

b) les autres membres du Groupe de travail ;

c) le Directeur ;

d) les fonctionnaires ;

e) les experts ;

f) les membres des familles des personnes précédemment citées, dans la mesure où lesdits membres appartiennent à leur ménage ;

g) les personnes invitées au Secrétariat par le Directeur.

2. Les dispositions portées au point 1 seront valables quel que soit l'état des relations entre le Gouvernement et le gouvernement des personnes concernées. Elles ne feront obstacle ni aux demandes de preuves raisonnables garantissant l'appartenance aux catégories indiquées, des personnes déclarant bénéficier des droits ci-dessus mentionnés, ni à l'observation raisonnable des dispositions internationales de quarantaine contenues dans les règle-

ments de santé publique. Cette disposition devra être sans effet sur l'immunité relevant de l'article V.

3. Le Directeur transmettra au Gouvernement les noms des personnes appartenant aux catégories du point 1 du présent article, dans la mesure du possible avant leur arrivée en Suède, de manière à faciliter au Gouvernement l'application des dispositions de la présente annexe.

#### *Article V*

##### Directeur, fonctionnaires et experts

1. Les fonctionnaires n'étant pas de nationalité suédoise ou ne résidant pas en Suède immédiatement avant leur engagement au Secrétariat ainsi que le Directeur, s'il n'est pas de nationalité suédoise ou ne réside pas en Suède immédiatement avant son entrée en fonction, bénéficieront des dispositions suivantes :

a) immunité contre des mesures judiciaires de tout ordre résultant de déclarations orales ou écrites faites en qualité de fonctionnaires ou de Directeur et de mesures prises en cette qualité. Cette immunité continuera d'être valable lorsque les personnes concernées auront quitté leur poste ou leur fonction au Secrétariat ;

b) droit d'exiger l'inviolabilité de l'ensemble des pièces, documents, manuscrits, données informatiques collectées, enregistrements, photographies et films concernant les activités du Secrétariat ;

c) exemption d'impôts et de cotisations de retraite sur les salaires et indemnités versés par le Secrétariat ;

d) exemption, pour eux-mêmes et les membres de leurs familles faisant partie de leur ménage, des règles ayant trait à la limitation de l'immigration et à l'enregistrement des étrangers ;

e) exemption du service national ;

f) mêmes privilèges en matière de conversion des devises que ceux accordés aux fonctionnaires occupant des fonctions similaires dans les représentations diplomatiques. Les fonctionnaires et le Directeur seront, à l'issue de leurs fonctions en Suède, légalement autorisés à exporter de Suède, sans qu'il y soit fait obstacle, des sommes dans la même devise et d'un montant égal à celles importées en Suède, ainsi que d'autres sommes d'argent dont ils pourront justifier qu'ils sont les détenteurs légaux ;

g) même protection et possibilités de rapatriement pour eux-mêmes et pour les membres de leurs familles faisant partie de leur ménage que celles accordées, en cas de crises internationales, aux fonctionnaires occupant des fonctions similaires dans les représentations diplomatiques ;

h) droit, à leur entrée en fonction ou à la prise en charge de leur mission, d'importer en franchise de douane et de droits d'importation, des meubles et des objets personnels, y compris un véhicule à moteur. Cette importation pourra se faire en un ou plusieurs envois.

2. Les fonctionnaires de nationalité suédoise ou résidant en Suède immédiatement avant leur engagement au Secrétariat ainsi que le Directeur, s'il est de nationalité suédoise ou réside en Suède immédiatement avant son entrée en fonction, bénéficieront des immu-

nités et privilèges énoncés aux points 1 a, 1 b, 1 d et 1 e du présent article V. Ils seront par ailleurs dispensés de verser des cotisations de retraite.

3. Les personnes visées aux points 1 a, 1 b et 1 e de l'article IV n'étant pas de nationalité suédoise ou ne résidant pas en Suède immédiatement avant leur engagement au Secrétariat bénéficieront des immunités et privilèges énoncés aux points 1 a à 1 g du présent article V. Les personnes visées aux points 1 a, 1 b et 1 e de l'article IV de nationalité suédoise ou résidant en Suède immédiatement avant leur engagement au Secrétariat bénéficieront des immunités et privilèges énoncés aux points 1 a et 1 b du présent article V.

4. Les immunités et privilèges énoncés dans la présente annexe ne sont accordés que pour permettre au Secrétariat de parvenir efficacement à ses buts et objectifs. Le Directeur sera habilité à lever l'immunité d'une personne bénéficiant de ladite immunité au vu de la présente annexe, dans la mesure où, selon le Directeur, cette immunité entraverait le cours de la justice et pourrait être suspendue sans porter préjudice aux intérêts du Secrétariat. Le Gouvernement de la Suède pourra, après consultation du Gouvernement de la République française, lever l'immunité du Directeur dans des circonstances similaires.

5. Le Gouvernement s'engage, par delà ses autres subventions et indépendamment de ces dernières, à verser au Secrétariat une contribution financière d'un montant égal aux impôts sur les indemnités et rémunérations du Secrétariat dus par le personnel non dispensé de l'obligation fiscale au titre du présent article V, prélevés par le Secrétariat et versés aux autorités fiscales suédoises.

6. Pour l'application du présent article V, une personne ne pourra être considérée comme résidant en Suède si, immédiatement avant son embauche au Secrétariat, elle travaillait au service d'une organisation internationale.

7. Pour l'application du point 1 c de l'article V portant exemption d'impôts sur les salaires et indemnités versés par le Secrétariat, la notion de " résidant en Suède " impliquera une domiciliation fiscale en Suède, conformément à la législation nationale suédoise.

#### *Article VI. Sécurité sociale*

1. Le Directeur, les fonctionnaires et membres de leurs familles faisant partie de leur ménage respectif seront couverts par les assurances sociales pertinentes à la charge du Secrétariat mais seront exclus de tout régime d'assurances sociales mis en place par la loi suédoise, y compris les soins de santé.

2. Les membres des familles du Directeur et des fonctionnaires auront cependant droit aux prestations sociales suédoises si lesdits membres résidaient en Suède immédiatement avant la mission du Directeur ou l'engagement des fonctionnaires par le Secrétariat.

3. Les dispositions du point 1 du présent article ne concerneront pas les revenus d'activités professionnelles exercées en Suède en marge du Secrétariat.

#### *Article VII. Communications*

1. La correspondance officielle du Secrétariat sera inviolable.

2. Le Gouvernement autorisera et protégera un accès illimité aux communications du Secrétariat afférentes à ses activités officielles. Le Secrétariat pourra utiliser tous les moyens adéquats de communications.

3. Les valises scellées contenant documents ou objets de caractère officiel ne pourront être ni ouvertes ni saisies lorsqu'elles porteront des marques extérieures visibles identifiant leur contenu.

*Article VIII. Dispositions générales*

1. Toute personne bénéficiant des immunités et privilèges énoncés dans la présente annexe est tenue de se conformer à la loi suédoise pour autant que cela n'empiète pas sur les immunités et privilèges accordés.

2. La présente annexe devra être interprétée en fonction de son objectif fondamental, qui est de permettre au Secrétariat de parvenir pleinement et efficacement à ses objectifs.

3. Les dispositions de la présente annexe portant sur les exemptions d'impôts et taxes prendront effet à compter du 1er janvier 2003. En cas d'achat de véhicule à moteur, l'exonération fiscale ne sera cependant pas valable rétroactivement.

[ SWEDISH TEXT — TEXTE SUÉDOIS ]

**AVTAL**

**mellan**

**Republiken Frankrikes regering**

**och**

**Konungariket Sveriges regering**

**om upprättande av en**

**internationell arbetsgrupp för globala gemensamma nyttigheter**

Republiken Frankrikes regering och Konungariket Sveriges regering, nedan kallade "parterna", har kommit överens om följande:

**Artikel 1 Upprättande av en internationell arbetsgrupp för globala gemensamma nyttigheter**

Parterna upprättar härmed en internationell arbetsgrupp för globala gemensamma nyttigheter (nedan kallad "den internationella arbetsgruppen"), som skall verka i enlighet med de direktiv för den internationella arbetsgruppen som bifogas detta avtal som en integrerad del härav (bilaga I). Den internationella arbetsgruppen skall utföra sina analyser och avge sina rekommendationer under fullt oberoende.

**Artikel 2 Ledning och sammansättning av den internationella arbetsgruppen**

Den internationella arbetsgruppen skall ledas av två ordföranden och bestå av sammanlagt omkring 15 medlemmar. Ordföranden och de övriga medlemmarna skall utses av parterna gemensamt.

**Artikel 3 Sekretariatet**

1. Den internationella arbetsgruppen och dess båda ordföranden skall biträdas av ett sekretariat, som skall verka i enlighet med den uppdragsbeskrivning för sekretariatet som bifogas detta avtal som en integrerad del härav (bilaga II).
2. Alla sekretariatets beslut skall fattas eller bemyndigas av sekretariatets direktör.
3. Sekretariatet skall förläggas till Stockholm. Sekretariatet och dess personal skall åtnjuta immunitet och privilegier enligt de bestämmelser som bifogas detta avtal som en integrerad del härav (bilaga III).
4. Konungariket Sveriges regering är bemyndigad att för parterna ingå alla de avtal som behövs för att upprätta sekretariatet.

**Artikel 4 Verksamhetens varaktighet**

Den internationella arbetsgruppen och dess sekretariat skall vara verksamma från den 1 januari 2003 och skall avsluta sin verksamhet senast den 31 december 2005.

**Artikel 5 Finansiering och rapportering**

1. Vardera parten åtar sig att förse den internationella arbetsgruppen och sekretariatet med medel för deras verksamhet under den internationella arbetsgruppens mandattid, inom ramen för avsatta ekonomiska medel och i enlighet med sina nationella förfaranden och reglerna för beviljande av statliga medel.

2. Den internationella arbetsgruppen får inbjuda andra källor att lämna ytterligare ekonomiska bidrag för dess verksamhet.

3. Alla ekonomiska bidrag skall stå till sekretariatets förfogande.

4. Alla finansiärer av den internationella arbetsgruppens verksamhet skall tillställas samma rapporter om verksamheten och om den finansiella ställningen på årsbasis i enlighet med bestämmelserna i direktiven (bilagorna I och II).

**Artikel 6 Slutbestämmelser**

1. Detta avtal med bilagor träder i kraft när parterna på diplomatisk väg meddelat varandra att de nationella förfaranden som krävs för avtalets ikraftträdande är avslutade. Avtalet skall upphöra att gälla den 1 januari 2006, såvida det inte förlängs genom skriftlig överenskommelse mellan parterna eller sägs upp i enlighet med punkt 2 i denna artikel.

2. Detta avtal med bilagor får sägas upp när som helst genom skriftligt samtycke av båda parter och skall upphöra att gälla den dag som avtalas i det skriftliga samtycket. Vardera parten får också säga upp detta avtal

med bilagor när som helst genom skriftligt meddelande till den andra parten, varvid avtalet skall upphöra att gälla sex månader efter dagen för den andra partens mottagande av meddelandet.

3. Den internationella arbetsgruppen upplöses den dag detta avtal upphör att gälla enligt punkt 1 eller 2 i denna artikel. Vid upplösningen skall eventuella återstående tillgångar återlämnas till parterna och de övriga finansörerna i proportion till deras respektive totala bidrag.

4. Ändringar av och tillägg till detta avtal och dess bilagor och ytterligare bilagor får göras genom skriftlig överenskommelse mellan parterna.

5. Tvister som kan uppkomma om tolkningen eller tillämpningen av detta avtal med bilagor skall lösas genom samråd mellan parterna.

Till bekräftelse härav har undertecknade, som vederbörligen bemyndigats därtill av sina respektive regeringar, undertecknat detta avtal.

Upprättat i två exemplar i Paris den 9 april, 2003 på franska och svenska språken, vilka båda texter är lika giltiga.

För Republiken Frankrikes regering:

För Konungariket Sveriges regering:

Pierre-André WILTZER  
Biträdande minister för bistånds-  
samarbete och Francophonie

Frank BELFRAGE  
Ambassadör



## BILAGA I

### Uppdragsbeskrivning för den internationella arbetsgruppen för globala gemensamma nyttigheter

I en värld präglad av ömsesidigt beroende kan nationella utvecklingsmål ofta inte uppnås enbart genom nationella åtgärder. Kompletterande samarbete fordras därför på både global och regional nivå för att lokalt eftersträvat utvecklingsresultat skall kunna förverkligas. Under erkännande av detta ömsesidiga beroende har Sverige och Frankrike tagit initiativ till att upprätta en internationell arbetsgrupp vars uppgift är att främja ett ökat utbud av de internationella gemensamma nyttigheter, globala och regionala, som är av avgörande betydelse för utrotningen av fattigdomen och för att nå millennieutvecklingsmålen. I en värld präglad av ömsesidigt beroende är extrem fattigdom och dess många följdverkningar ett bekymmer för alla och det ligger därför i var och ens upplysta egenintresse att se till att alla får ett värdigt liv. Det ligger i vårt gemensamma intresse att säkerställa en hållbar utveckling i alla dess dimensioner, såväl miljömässigt som socialt och ekonomiskt.

#### Bakgrund

Medan begreppet internationella gemensamma nyttigheter vinner omfattande erkännande i den internationella debatten om utveckling, bemöts konceptet även med frågor och reservation, vilket kräver ytterligare förtydligande och diskussion. Konceptet behandlar frågor av *globalt intresse, dvs. för alla gemensamma angelägenheter*, och önskemål har framförts om att en förankringsprocess skall inledas vilken kan leda till bättre förståelse för begreppets analytiska såväl som politiskt praktiska relevans och hur detta kan omsättas i konkret politisk handling. Det är mot denna bakgrund som en tidsbegränsad internationell arbetsgrupp, som skall arbeta på ett konsultativt sätt, har upprättats.

#### Syfte

Den internationella arbetsgruppen skall genomföra sina analyser och ge sina rekommendationer under fullt oberoende. Den skall systematiskt utvärdera och klarlägga begreppet globala och regionala gemensamma nyttigheter samt bedöma vilka gemensamma nyttigheter som bör ges politisk och finansiell prioritet. Utifrån

perspektivet att fattigdomen skall minskas samt vårt gemensamma intresse för en hållbar utveckling, skall den internationella arbetsgruppen identifiera prioriterade internationella gemensamma nyttigheter samt ge rekommendationer till beslutsfattare och andra intressenter om hur dessa nyttigheter skall tillhandahållas och finansieras. Den internationella arbetsgruppen skall också lämna förslag om en ansvarsfördelning för uppföljning och övervakning av effektivitet och resultat.

### **Uppgifter**

#### *Uppgift I - Definition av internationella gemensamma nyttigheter*

Med utgångspunkt från den pågående debatten om internationella eller globala gemensamma nyttigheter bör den internationella arbetsgruppen rekommendera en eller flera praktiskt användbara definitioner av internationella gemensamma nyttigheter. Man bör närma sig denna uppgift med noggrannhet och pragmatism för att överbrygga klyftan mellan den internationella akademiska diskussionen och dem som ansvarar för utformning och genomförande av politiken.

#### *Uppgift II - Prioriteringar i utbudet av internationella gemensamma nyttigheter för utveckling*

##### *a) Urval av centrala internationella gemensamma nyttigheter*

Den internationella arbetsgruppen skall identifiera ett begränsat antal centrala internationella gemensamma nyttigheter vilka skall prioriteras med utgångspunkt ifrån hur de kan hjälpa länder att utrota fattigdom och nå millennieutvecklingsmålen. Urvalet skall göras genom analytiskt arbete och genom medverkan av relevanta intressenter, såsom regeringsrepresentanter, det civila samhället och den privata sektorn. Samspelet mellan de globala och regionala nivåerna och de nationella utvecklingsansträngningarna bör ägnas särskild uppmärksamhet.

*b) Lärdomar av tidigare erfarenheter: verksamhet*

Den internationella arbetsgruppen bör analysera det existerande institutionella ramverket för fastställande av prioriteringar och tillhandahållande av identifierade internationella gemensamma nyttigheter. Analysen bör också omfatta arbetsfördelningen mellan relevanta intressenter på nationell, regional och global nivå. I syfte att öka utbudet av de identifierade internationella nyttigheterna skall analysen även överväga möjliga förändringar av det internationella systemet.

*c) Lärdomar av tidigare erfarenheter: finansiering*

Den internationella arbetsgruppen bör utforska ett brett urval av finansieringsmöjligheter, innefattande marknadsskapande, regleringar, privata och offentliga källor, partnerskap och innovativa finansieringsmekanismer. Särskild uppmärksamhet bör också ägnas åt den kunskap och de erfarenheter som kan dras från de internationella gemensamma nyttigheter som för närvarande är väl finansierade genom privata och offentliga källor, både med och utan bistånd. Dessa uppgifter bör genomföras i syfte att ge rekommendationer om lämplig finansiering och lämpliga arrangemang för de identifierade och prioriterade internationella gemensamma nyttigheterna.

*Uppgift III - Rekommendationer för framtida handlande*

Den internationella arbetsgruppen skall, på grundval av sina rön och i syfte att påskynda fattigdomsminskning och hållbar utveckling genom ökat utbud av internationella gemensamma nyttigheter, presentera en slutrapport med rekommendationer och riktlinjer till dem som utformar politiken. Vidare skall den internationella arbetsgruppen bidra till att rekommendationerna får en vid spridning och till fullo beaktas av beslutsfattarna.

## BILAGA II

### Uppdragsbeskrivning för sekretariatet för den internationella arbetsgruppen för globala gemensamma nyttigheter

#### Syfte

Sekretariatet skall samordna och biträda den internationella arbetsgruppen - vilken i sin verksamhet skall utföra sina analyser och avge sina rekommendationer under fullt oberoende - genom att:

- underlätta samarbete och kommunikation samt assistera de båda ordförandena och de övriga medlemmarna av den internationella arbetsgruppen,
- utföra relevanta analyser och tillhandahålla information och förslag till den internationella arbetsgruppen,
- beställa och granska relevant analytiskt arbete och undersökningar,
- organisera eller beställa seminarier samt utarbeta bakgrundsdokument,
- delge den internationella arbetsgruppens arbete med intressenterna, samråda med dem och tillse att arbetsgruppen beaktar deras synpunkter,
- främja godtagande och tillämpning av den internationella arbetsgruppens rön och rekommendationer gentemot intressenterna,
- förbereda den internationella arbetsgruppens slutrapport och rekommendationer, samt

- lämna den internationella arbetsgruppen administrativt stöd, innefattande redovisning av utgifter, i dagtraktamenten m.m. som sammanhänger med arbetsgruppens verksamhet.

### **Personal**

Sekretariatet skall bestå av en direktör, omkring fyra seniora tjänstemän samt en administratör.

### **Varaktighet**

Sekretariatet skall ha en mandattid på två och ett halvt år.

### BILAGA III

## IMMUNITET OCH PRIVILEGIER FÖR SEKRETARIATET FÖR DEN INTERNATIONELLA ARBETSGRUPPEN FÖR GLOBALA GEMENSAMMA NYTTIGHETER OCH SEKRETARIATETS PERSONAL

### Artikel I Definitioner

I denna bilaga används följande ord och uttryck med de betydelser som här anges:

- a) regeringen: Konungariket Sveriges regering,
- b) arbetsgruppen: den internationella arbetsgruppen för globala gemensamma nyttigheter,
- c) sekretariatet: sekretariatet för arbetsgruppen,
- d) direktören: sekretariatets direktör och under hans eller hennes frånvaro varje annan tjänsteman eller sakkunnig som särskilt utsetts att företräda honom eller henne,
- e) tjänstemän: personer som är anställda vid sekretariatet för att utföra dess ordinarie arbetsuppgifter och personer som är sekonderade till sekretariatet för en tid av minst ett år för att utföra dess ordinarie arbetsuppgifter,
- f) sakkunniga: andra personer än sekretariatets tjänstemän, tillsatta av sekretariatet för att utföra en eller flera särskilda uppgifter,
- g) sekretariatets personal: direktören, tjänstemän och sakkunniga,
- h) ersättningar: alla summor avseende arbete utfört för sekretariatet som utbetalas till, tillfaller eller tillkommer en tjänsteman eller sakkunnig i vilken form som helst,
- i) skatter som utgör avgifter för allmännyttiga tjänster: sådana skatter som betalas i direkt samband med en statlig eller kommunal myndighets tillhandahållande av en särskild tjänst.

## Artikel II Sekretariatets egendom, penningmedel och tillgångar

1. Sekretariatet, dess egendom och tillgångar skall åtnjuta immunitet mot varje slags rättsliga åtgärder. Egendom och tillgångar som sekretariatet innehar för att uppfylla sina mål får inte bli föremål för rekvisition, beslagtagande, expropriation eller något annat slags ingripande av en verkställande, administrativ eller rättslig myndighet. Direktören har rätt att häva denna immunitet i enskilda fall.
2. Sekretariatet, dess egendom och tillgångar, inkomster och intäkter, skall vara befriade från:
  - a) alla direkta skatter; sekretariatet skall dock inte begära befrielse från skatter som utgör avgifter för allmännyttiga tjänster,
  - b) indirekta skatter på varor som inköpts eller tjänster som utförts för sekretariatets verksamhet, i enlighet med reglerna för skatteprivilegier för internationella organisationer, fastställda i svensk lagstiftning avseende indirekt beskattning,
  - c) lönekostnadspåslag, socialavgifter och löneskatt för tjänstemännen,
  - d) tull- och importavgifter.
3. Sekretariatet skall ha rätt att inneha penningmedel och valutor av alla slag och att ha konton i vilken valuta som helst.
4. Sekretariatet skall inte vara föremål för några rättsliga bestämmelser om in- och utförselförbud eller in- och utförselrestriktioner med avseende på varor som förs in eller ut av sekretariatet för tjänstebruk. Varor som införs i Sverige får endast avyttras i Sverige på villkor som har godkänts av regeringen.

## Artikel III Lokaler och tjänster

1. Berörda svenska myndigheter skall vidta nödvändiga åtgärder för att trygga säkerhet och skydd för sekretariatets lokaler och dess personal.
2. Sekretariatets arkiv, tillsammans med alla dokument, manuskript, datalagrad information, upptagningar, fotografier och filmer som tillhör eller innehas av sekretariatet, skall vara okränkbara.

3. Berörda svenska myndigheter skall vidta lämpliga åtgärder för att säkerställa att sekretariatet på skäliga villkor har tillgång till de allmännyttiga tjänster det behöver. I fråga om telefon, radio/telegraf, telex och post skall sekretariatet åtnjuta samma privilegier som diplomatiska representationer vanligen åtnjuter.

#### Artikel IV Tillträde och viseringar

1. Regeringen förbinder sig att bevilja inresa till Sverige utan viseringsavgift till följande personer så länge de har anledning att uppehålla sig hos sekretariatet:

- a) Arbetsgruppens två ordföranden.
- b) Övriga medlemmar av arbetsgruppen.
- c) Direktören.
- d) Tjänstemän.
- e) Sakkunniga.
- f) Ovannämnda personers familjemedlemmar, om de tillhör deras respektive hushåll.
- g) Personer som har inbjudits till sekretariatet av direktören.

2. Bestämmelserna i punkt 1 skall gälla oberoende av relationerna mellan regeringen och de berörda personernas regering. De skall varken utgöra hinder för krav på skäliga bevis för att personer som gör anspråk på de ovannämnda rättigheterna tillhör de angivna kategorierna, eller för ett skäligt uppfyllande av internationella karantänsbestämmelser i folkhälsoföreskrifter. Denna bestämmelse skall inte påverka den immunitet som gäller enligt artikel V.

3. Direktören skall så vitt möjligt före deras ankomst till Sverige underrätta regeringen om namnen på personer i de kategorier som anges i punkt 1 i denna artikel, för att underlätta för regeringen att genomföra bestämmelserna i denna bilaga.



**Artikel V    Direktören, tjänstemän och sakkunniga**

1. Tjänstemän som inte är svenska medborgare eller bosatta i Sverige omedelbart före anställningen vid sekretariatet, och direktören om denne inte är svensk medborgare eller bosatt i Sverige omedelbart före uppdragets början, skall åtnjuta följande:
  - a) Immunitet mot rättsliga åtgärder av varje slag i samband med muntliga eller skriftliga uttalanden som de har gjort i egenskap av tjänstemän eller direktör och åtgärder som de har vidtagit i denna egenskap. Denna immunitet skall fortsätta att gälla när de berörda personerna har lämnat sin tjänst eller sitt uppdrag vid sekretariatet.
  - b) Rätt att kräva okränkbarhet för alla handlingar, dokument, manuskript, datalagrad information, upptagningar, fotografier och filmer som rör sekretariatets verksamhet.
  - c) Befrielse från skatt och allmänna pensionsavgifter på lön och ersättning som utbetalas av sekretariatet.
  - d) Befrielse för sig själva och de familjemedlemmar som ingår i deras hushåll från bestämmelser om begränsning av invandring och om registrering av utlänningar.
  - e) Befrielse från nationell tjänsteplikt.
  - f) Samma privilegier i fråga om valutaväxling som tillerkänns tjänstemän som innehar motsvarande befattningar vid diplomatiska beskickningar. Tjänstemännen och direktören skall när de avslutar sin anställning i Sverige ha laglig rätt att utan hinder utföra pengar från Sverige i samma valuta och upp till samma belopp som de införde till Sverige, tillsammans med andra pengar som de kan styrka att de är lagliga innehavare av.
  - g) Samma skydd och möjligheter till repatriering för sig själva personligen och för de familjemedlemmar som ingår i deras hushåll som under internationella kriser tillerkänns tjänstemän som innehar motsvarande befattningar vid diplomatiska beskickningar.
  - h) Rätt att när de tillträder sin tjänst eller sitt uppdrag, utan tull och andra införselavgifter, införa möbler och personliga tillhörigheter, inklusive ett motorfordon. Införsel kan ske i en eller flera sändningar.
2. Tjänstemän som är svenska medborgare eller bosatta i Sverige omedelbart före anställningen vid sekretariatet, och direktören om denne är svensk medborgare eller bosatt i Sverige omedelbart före uppdragets början, skall åtnjuta immunitet och privilegier enligt punkt 1 a, 1 b, 1 d och 1 e i denna artikel V. De skall vidare vara befriade från att betala allmänna pensionsavgifter.

3. Både personer som nämns i artikel IV 1 a, IV 1 b och IV 1 e, som varken är svenska medborgare eller bosatta i Sverige omedelbart före anställningen vid sekretariatet, skall åtnjuta immunitet och privilegier enligt punkt 1 a – 1 g i denna artikel V. Både personer som nämns i artikel IV 1 a, IV 1 b och IV 1 e, som är svenska medborgare eller bosatta i Sverige omedelbart före anställningen vid sekretariatet, skall åtnjuta immunitet och privilegier enligt punkt 1 a och 1 b i denna artikel V.

4. Immunitet och privilegier enligt denna bilaga medges endast för att sekretariatets mål och syften skall uppnås effektivt. Direktören får häva den immunitet som en person åtnjuter enligt denna bilaga om immuniteten enligt direktörens åsikt skulle hindra rättvisans gång och kan upphävas utan förfång för sekretariatets intressen. Regeringen får efter samråd med Republiken Frankrikes regering häva direktörens immunitet under motsvarande omständigheter.

5. Regeringen förbinder sig att, utöver och åtskilt från sina övriga bidrag, lämna ett ekonomiskt bidrag till sekretariatet uppgående till ett belopp lika stort som skatten på ersättningar och arvoden från sekretariatet att betalas av personal som inte är undantagen skattskyldighet enligt denna artikel V, och dragits av sekretariatet och inbetalats till svenskt skattemyndighet.

6. Vid tillämpning av denna artikel V skall inte en person anses vara bosatt i Sverige om han eller hon omedelbart före anställningen vid sekretariatet varit anställd av någon internationell organisation.

7. Vid tillämpningen av artikel V 1 c om befrielse från skatt på lön och ersättning som utbetalas av sekretariatet, skall begreppet "bosatt i Sverige" innebära skatterättsligt bosatt i Sverige enligt svensk nationell lagstiftning.

#### **Artikel VI Socialförsäkringsskydd**

1. Direktören, tjänstemännen och de familjemedlemmar som ingår i deras respektive hushåll skall omfattas av tillämpliga socialförsäkringar som sekretariatet skall svara för och skall vara undantagna från varje socialförsäkringssystem som har införts genom svensk lag, inbegripet hälso- och sjukvård.

2. Direktörens och tjänstemännens familjemedlemmar skall dock ha rätt till svenska sociala trygghetsförmåner om dessa familjemedlemmar var bosatta i Sverige omedelbart före direktörens uppdrag eller tjänstemannens anställning vid sekretariatet.

3. Bestämmelserna i punkt 1 i denna artikel skall inte gälla för inkomst från förvärvsverksamhet i Sverige vid sidan av sekretariatet.

#### **Artikel VII Kommunikationer**

1. Sekretariatets officiella korrespondens skall vara okränkbar.

2. Regeringen skall medge och värna obegränsade kommunikationer för sekretariatet vad gäller dess officiella verksamhet. Sekretariatet får bruka alla lämpliga kommunikationsmedel.

3. Förseglade väskor som innehåller handlingar eller föremål för tjänstebruk får inte öppnas eller kvarhållas om innehållet anges synligt utanpå.

#### **Artikel VIII Allmänna bestämmelser**

1. Alla personer som åtnjuter immunitet och privilegier enligt denna bilaga är skyldiga att följa svensk lag om det inte inkräktar på den immunitet och de privilegier som har beviljats.

2. Denna bilaga skall tolkas med hänsyn till dess grundläggande syfte att göra det möjligt för sekretariatet att till fullo och effektivt uppnå sitt mål.

3. Bestämmelserna i denna bilaga om befrielse från skatter och avgifter skall tillämpas från den 1 januari 2003. Undantaget från skatteplikt vid förvärv av motorfordon skall dock inte gälla retroaktivt.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF SWEDEN CONCERNING THE ESTABLISHMENT OF AN INTERNATIONAL TASK FORCE ON GLOBAL PUBLIC GOODS

The Government of the French Republic and the Government of the Kingdom of Sweden, hereinafter referred to as "the Parties",

Have agreed as follows:

*Article 1. Establishment of an international task force on global public goods*

The Parties hereby establish an international task force on global public goods (hereinafter referred to as "the international task force"), to operate in accordance with the mandate of the international task force annexed hereto, which forms an integral part of this Agreement (annex I). The international task force shall undertake studies and make recommendations in a fully independent manner.

*Article 2. Management and membership of the international task force*

The international task force shall be chaired by two co-chairpersons and be composed of approximately 15 members. The co-chairpersons and the other members shall be designated jointly by the Parties.

*Article 3. Secretariat*

1. The international task force and its two co-chairpersons shall be assisted by a secretariat operating in accordance with the mandate of the secretariat annexed hereto, which forms an integral part of this Agreement (annex II).

2. All decisions of the secretariat shall be taken or authorized by its director.

3. The secretariat shall be located in Stockholm. The secretariat and its staff shall enjoy the immunities and privileges set out in the provisions annexed to this Agreement, of which they are an integral part (annex III).

4. The Government of the Kingdom of Sweden is authorized to conclude, on behalf of the Parties, any agreements necessary for the establishment of the secretariat.

*Article 4. Period of activity*

The international task force and its secretariat shall begin operations on 1 January 2003 and terminate on 31 December 2005.

*Article 5. Funding and reporting*

1. Each Party undertakes to provide the international task force and its secretariat with operational funding for the duration of its mandate within the limits of its financial resources and in conformity with its national procedures and rules on commitment of its public funds.

2. The international task force may request additional financial contributions for its activities from other sources.

3. All financial contributions are at the disposal of the secretariat.

4. All financial contributors to the work of the international task force shall receive the same annual activity and financial reports in accordance with the provisions contained in the mandates (annexes I and II).

*Article 6. Final provisions*

1. This Agreement, including its annexes, shall enter into force after the Parties have notified each other via the diplomatic channel of the completion of their domestic procedures necessary for its entry into force. This Agreement shall cease to apply on 1 January 2006 unless it is extended by written agreement between the Parties or denounced in accordance with paragraph 2 of this article.

2. This Agreement, including its annexes, may be denounced at any time by written agreement between the two Parties, in which case it shall cease to apply on the date agreed in writing. Either Party may at any time denounce this Agreement, including its annexes, by providing written notice thereof to the other Party, in which case it shall cease to apply six months following the receipt of such notification by the other Party.

3. The international task force shall be dissolved on the date on which this Agreement ceases to apply pursuant to paragraphs 1 or 2 of this article. Following dissolution, all remaining assets shall be returned to the Parties and to any other financial contributor in proportion to their respective total contributions.

4. This Agreement and its annexes may be modified or amended and an additional annex may be added to this Agreement by written agreement between the Parties.

5. Any dispute concerning the interpretation or implementation of this Agreement, including its annexes, shall be settled between the Parties through consultations.

In witness whereof, the undersigned, being duly authorized for that purpose by their respective Governments, have signed this Agreement.

DONE at Paris on 9 April 2003, in duplicate, in the French and Swedish languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

PIERRE-ANDRÉ WILTZER  
Minister of State for Cooperation and La francophonie

For the Government of the Kingdom of Sweden:

FRANK BELFRAGE  
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary

## ANNEX I. MANDATE OF THE INTERNATIONAL TASK FORCE ON GLOBAL PUBLIC GOODS

In an interdependent world, national development goals often cannot be met by national policies alone. Complementary international as well as regional cooperation is required in order to produce locally desired development outcomes. Recognizing these interdependencies, Sweden and France have acted to establish an international task force with a mandate to foster an enhanced supply of international, global and regional public goods, which are of critical importance to achieving the Millennium Development Goals (MDGs) and eliminating poverty. In an interdependent world, extreme poverty and its manifold consequences are of concern to all, and it is thus in the enlightened self-interest of all to ensure a life in dignity for all. It is in our common interest to secure sustainable development in all its dimensions: environmental, social and economic.

### Background

While the notion of international public goods is gaining widespread recognition in the international development debates, the concept is met with circumspection and reservation, and requires further clarification and discussions. That notion refers to issues of global, i.e. common concerns of all; voices have thus been raised suggesting a participatory process be initiated in order to gain a better understanding of the analytical as well as practical/political relevance of the concept of international public goods and of how to translate it into concrete policy actions. It is in this light that a temporary international task force, which will work in a highly consultative manner, has been established.

### Objective

The international task force will undertake studies and make recommendations in a fully independent manner. The task force will systematically assess and clarify the notion of global and regional public goods and determine which public goods should receive policy and expenditure priority. It will identify key international public goods from a perspective of poverty reduction and of common interest in sustainable development, and make recommendations to policy makers and other stakeholders on how to provide and finance them. It will also make recommendations concerning responsibility for follow-up and monitoring of the effectiveness of results obtained.

### Tasks

#### Task I - Defining international public goods

With the current debate on international or global public goods as a point of departure, the task force will provide recommendations on pragmatic definition(s) of international public goods. This task will be approached with rigour and pragmatism with a view to closing the gap between international academic discussion and the decisions and actions of public authorities.

#### Task II - Priorities in the provision of international public goods for development

##### (a) Selection of key international public goods

The task force will identify a shortlist of key international public goods to be prioritized from a perspective of achieving the Millennium Development Goals and helping

countries eliminate poverty. The selection will be made through analytical studies and a participatory process involving concerned stakeholder and actor groups, including representatives of governments, civil society and the private sector. The interplay between the global and regional level and national development efforts should be given special attention.

(b) Lessons learned from past experience: management issues

The task force will analyse the existing institutional framework involved in setting priorities and the provision of the identified international public goods, as well as the division of labour between relevant stakeholders at the national, regional and global levels. It will also consider possible changes to the international system in order to enhance the provision of the identified international public goods.

(c) Lessons learned from past experience: financing issues

The task force will explore the entire range of financing options, including market creation, regulation, private and public sources, partnerships and innovative financing mechanisms. Special attention will also be given to exploring the lessons to be learned from international public goods, which are currently well financed through private and public sources, including but not exclusively aid. These tasks will be undertaken with a view to making recommendations for appropriate financing options as well as related arrangements for the identified and prioritized international public goods.

Task III - Recommendations for future actions

Based on its findings, the task force will submit a final report, including recommendations and guidance to policy makers with a view to accelerating progress towards poverty reduction and sustainable development through the enhanced provision of international public goods. The task force will endeavour to ensure that its recommendations are widely disseminated and fully taken into account by policy makers.



ANNEX II. MANDATE OF THE SECRETARIAT OF THE INTERNATIONAL TASK FORCE ON GLOBAL PUBLIC GOODS

**Purpose**

The secretariat will coordinate and assist in the work of the international task force, which will undertake studies and formulate recommendations in a fully independent manner by:

- Facilitating cooperation and communication and providing services to the two co-chairpersons and to the other members of the international task force;
- Undertaking relevant studies and providing information and making proposals to the international task force;
- Sponsoring and supervising relevant work and analytical studies;
- Organizing and sponsoring seminars, including the drafting of background documents;
- Transmitting the work of the international task force to the stakeholders, consulting the latter and ensuring that the international task force bears in mind their opinions;
- Promoting the acceptance and implementation of the conclusions and recommendations of the international task force by the stakeholders;
- Drafting the final report and the recommendations of the international task force;
- Providing administrative support to the international task force, including in respect of the management of expenses, travel, daily subsistence allowances, etc., related to the activities of the task force.

**Staff**

The secretariat will be composed of a director, approximately four upper-level managers and one administrator.

**Term**

The secretariat is mandated for a period of two and a half years.

ANNEX III. IMMUNITIES AND PRIVILEGES OF THE SECRETARIAT OF THE INTERNATIONAL TASK FORCE ON GLOBAL PUBLIC GOODS AND OF ITS STAFF

*Article I. Definitions*

For the purposes of this annex, the expressions and words below have the following meanings:

- (a) The Government: the Government of the Kingdom of Sweden;
- (b) The task force: the international task force on global public goods;
- (c) The secretariat: the secretariat of the task force;
- (d) The Director: the Director of the secretariat and, in his absence, any other staff member or expert duly designated to represent him;
- (e) Staff members: persons employed in the secretariat to accomplish daily tasks and persons seconded to the secretariat for at least one year to undertake daily tasks;
- (f) Experts: Persons other than the staff members of the secretariat, appointed by the secretariat to undertake one or more specific tasks in the secretariat;
- (g) Secretariat staff: the Director, staff members and experts;
- (h) Remuneration: Any sums relating to work undertaken for the secretariat, whether paid, awarded or granted to a staff member or expert in any form whatsoever;
- (i) Taxes constituting fees for public services: taxes paid directly in connection with the provision of a particular service by a local or State administration.

*Article II. Property, funds and assets of the secretariat*

1. The secretariat, its property and assets enjoy immunity from all judicial measures. The property and assets placed at the disposal of the secretariat for the fulfilment of its mandate are not subject to requisition, seizure, expropriation or any other type of action on the part of the executive, administrative or judicial authorities. The director is empowered to waive such immunity in certain specific cases.

2. The secretariat, its property and assets, any sums of money it receives and its income are exempt from:

- (a) Direct taxes; the secretariat may not, however, request exemption from taxes constituting fees for public services;
- (b) Indirect taxes on goods purchased or services provided for the functioning of the secretariat, in accordance with the rules relating to the tax privileges of international organizations pursuant to Swedish legislation on indirect taxation;
- (c) Increases in wage costs, social charges and taxes on staff salaries;
- (d) Customs and import duties.

3. The secretariat is authorized to use means of payment and currencies of all types and to maintain accounts in any currency.

4. The secretariat is not subject to legal provisions prohibiting or restricting the import or export of goods imported or exported for the needs of the secretariat. Goods imported into Sweden may not, however, be disposed of there except under conditions agreed to by the Government.

*Article III. Offices and services*

1. The relevant Swedish authorities will adopt all measures necessary to ensure the security and protection of the secretariat offices and staff.

2. The archives of the secretariat, including all other documents, manuscripts, electronic data collected, recordings, photographs and films belonging to or placed at the disposal of the secretariat, are inviolable.

3. The relevant Swedish authorities will adopt adequate measures to guarantee to the secretariat reasonable access to the public services which it may require. With regard to telephone, radio/telegraph, telex and mail, the secretariat enjoys the same privileges as those normally enjoyed by diplomatic missions.

*Article IV. Access and visas*

1. The Government undertakes to authorize the entry into Sweden, without payment of visa fees, of the persons mentioned below, for the period during which their presence is required at the secretariat:

- (a) The two chairpersons of the task force;
- (b) The other members of the task force;
- (c) The director;
- (d) Staff members;
- (e) Experts;
- (f) Family members of the persons indicated above, insofar as those family members belong to their household;
- (g) Persons invited to the secretariat by the director.

2. The provisions contained in paragraph 1 are valid regardless of the state of relations between the Government and the Government of the persons concerned. They will not impede reasonable requests to provide proof that persons claiming to be entitled to the rights mentioned above are in fact eligible for the privileges indicated, nor will they impede reasonable compliance with international quarantine standards contained in the public health regulations. This provision is without prejudice to the immunities provided for in article V.

3. The director will transmit to the Government the names of persons belonging to the categories defined in paragraph 1 of this article, whenever possible, before their arrival in Sweden, with a view to assisting the Government in implementing the provisions of this annex.

*Article V. Director, staff and experts*

1. Staff members who do not have Swedish nationality or are not resident in Sweden immediately prior to their employment at the secretariat, as well as the director, if he is not of Swedish nationality or is not resident in Sweden immediately prior to assuming his duties, enjoy the following privileges:

(a) Immunity from judicial measures of any kind arising out of oral or written statements made or actions taken in their capacity as staff members or director. Such immunity will continue to be valid after the persons concerned have left their post or duties in the secretariat;

(b) The right to demand the inviolability of all articles, documents, manuscripts, electronic data collected, recordings, photographs and films concerning the activities of the secretariat;

(c) Exemption from taxes and pension contributions on salaries and allowances paid by the secretariat;

(d) Exemption, for themselves and for their family members belonging to their household, from rules relating to limits on immigration and the registration of foreigners;

(e) Exemption from national service;

(f) The same privileges with regard to currency conversion as those granted to officials holding similar posts in diplomatic missions. Staff members and the director will, upon termination of their functions in Sweden, be legally entitled to export freely from Sweden sums in the same currency and amount as those imported into Sweden, as well as other sums of money to which they can prove that they are legally entitled;

(g) The same protection and repatriation conditions for themselves and for their family members belonging to their household as those granted in the event of international crises to officials holding similar posts in diplomatic missions;

(h) The right, upon assuming their duties or taking charge of their staff, to import, free of customs and import duties, furniture and personal items, including a motor vehicle. Such import may involve one or more shipments.

2. Staff members of Swedish nationality or resident in Sweden immediately prior to their employment in the secretariat, as well as the director, if he is of Swedish nationality or resident in Sweden immediately prior to assuming his duties, enjoy the immunities and privileges described in paragraph 1 (a), (b), (d) and (e) of this article. They are also exempt from pension contributions.

3. The persons indicated in paragraph 1 (a), (b) and (e) of article IV who are not of Swedish nationality or not resident in Sweden immediately prior to their employment in the secretariat enjoy the immunities and privileges described in paragraph 1 (a) to (g) of this article. The persons described in paragraph 1 (a), (b) and (e) of article IV who are of Swedish nationality or resident in Sweden immediately prior to their employment in the secretariat enjoy the immunities and privileges described in paragraph 1 (a) and (b) of this article.

4. The immunities and privileges described in this annex are granted solely to assist the secretariat in meeting its goals and objectives in an efficient manner. The director is au-

thorized to waive the immunity of a person enjoying such immunities pursuant to this annex insofar as those immunities could, in his opinion, hinder the course of justice and could be suspended without prejudice to the interests of the secretariat. The Government of Sweden may, following consultation with the Government of the French Republic, waive the immunity of the director in similar circumstances.

5. The Government undertakes, in addition to and independent of any other subsidies, to make a financial contribution to the secretariat in an amount equal to the taxes on secretariat allowances and salaries payable by staff not exempt from tax obligations pursuant to this article, withheld by the secretariat and paid to the Swedish tax authorities.

6. For the purposes of this article, a person is not considered resident in Sweden if, immediately prior to his employment in the secretariat, he was employed by an international organization.

7. For the purposes of paragraph 1 (c) of article V exempting the salaries and allowances paid by the secretariat from taxation, "resident in Sweden" means having a tax domicile in Sweden in accordance with Swedish national legislation.

#### *Article VI. Social security*

1. The director, staff members and their family members belonging to their respective households are covered by the relevant social insurance paid for by the secretariat, but are excluded from any social insurance regime established by Swedish law, including for health care.

2. Family members of the director and staff are, however, entitled to Swedish social benefits if they were residing in Sweden immediately prior to the director's appointment or to the employment of the staff members in the secretariat.

3. The provisions of paragraph 1 of this article do not apply to income from professional activities undertaken in Sweden and unrelated to the secretariat.

#### *Article VII. Communications*

1. The official correspondence of the secretariat is inviolable.

2. The Government authorizes and guarantees unlimited access by the secretariat to communications relating to its official activities. The secretariat may use any appropriate means of communication.

3. Sealed pouches containing documents or objects of an official character will not be opened or seized if they bear visible external markings identifying their content.

#### *Article VIII. General provisions*

1. Any person enjoying the immunities and privileges set out in this annex is required to respect Swedish law insofar as it does not encroach on the immunities and privileges granted.

2. This annex must be interpreted bearing in mind its fundamental objective, which is to assist the secretariat in fulfilling its mandate fully and efficiently.

3. The provisions of this annex relating to exemption from taxes and other charges will enter into force on 1 January 2003. In the case of purchase of a motor vehicle, however, the tax exemption will not apply retroactively.